

Délibération du Conseil Municipal du Lundi 17 Octobre 2022

Délibération n°20221710-006

| | |
|---------------------------------|----------------|
| Nombre de membres en exercice : | 15 |
| Nombre de membres présents : | 10 |
| Nombre de pouvoirs : | 0 |
| Nombre de suffrages exprimés : | 10 |
| Date de convocation : | 4 octobre 2022 |

L'an deux mil vingt et un, le lundi dix-sept octobre, à vingt heures trente, le conseil municipal de la ville d'Aigurande, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, en session ordinaire, sous la présidence de Madame FONTAINE Virginie, Maire.

Etaient présents : Mme FONTAINE Virginie, M. MAILLIEN Bernard, Mme ALAPETITE Aurélie, M. DUFAY Dominique, Mme LAVERDANT Emilie, M. DEGAY Jean-Michel, M. REDEUILH Régis, Mme GIRAUDET Marie-Laure, M. PAIN Pierre, Mme DARCHY Pierrette, formant la majorité des membres en exercice.

Absents : Mme MAITRE Jacqueline - Mme LAMOT Annie - M. CHAUMEAU Didier - M. BOUSSAGEON Guy - M. COURTAUD Pascal.

Pouvoirs :

Mme LAVERDANT Emilie est nommée secrétaire de séance

CONSTITUTION D'UNE PROVISION – Budget Principal

Madame le Maire laisse la parole à M. Bernard MAILLIEN qui informe le conseil municipal que depuis 2021 il est obligatoire, en comptabilité M14, de constituer une provision pour créances douteuses. Le recouvrement des restes à réaliser sur compte de tiers, notamment au titre des créances sur le restaurant scolaire et les différents accueils de loisirs est parfois compromis malgré les diligences faites par le comptable public. Il y a donc un risque d'irrecouvrabilité qui nécessite la constitution d'une provision pour y faire face.

Il est ainsi proposé de constituer une provision, d'un montant de 900 €, au budget principal. Les crédits nécessaires à la constitution de cette provision sont inscrits au budget primitif 2022 – article 6817. Cette provision sera semi-budgétaire et constituera ainsi une véritable mise en réserve budgétaire par l'absence d'inscription en section d'investissement de recette en contrepartie.

VU les dispositions du CGCT et notamment l'article R 2321-2,

VU le Décret n°2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le CGCT (partie réglementaire) relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés,

VU l'instruction budgétaire et comptable M14

Considérant qu'il est nécessaire d'opter pour l'exercice en cours à une dotation aux provisions pour créances douteuses pour le budget principal,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

OPTE pour l'exercice en cours à une dotation aux provisions pour créances douteuses pour le budget principal,

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2022 à l'article 6817 « Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants »

**POUR EXTRAIT CONFORME AU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL,**

La Secrétaire de séance,

Emilie LAVERDANT



Le Maire,

Virginie FONTAINE